



Bruxelles, le 22 mars 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE DE BERNARD MONOT

Député européen

Impuissance de l'UE à taxer les géants mondiaux de l'internet en Europe !

La Commission européenne, en la personne de Pierre Moscovici, vient de divulguer sa proposition provisoire d'imposition des multinationales de l'économie numérique.

Pour le Front National, la lutte contre l'évasion fiscale des multinationales, en particulier des GAFAMs numériques américaines, est une priorité politique absolue pour le redressement financier de la France. Depuis des années, nos pertes de recettes fiscales liées à cette évasion sont de l'ordre de 80 à 100 Mds d'euros, supérieures au total du déficit public de la France. Ces pertes de recettes sur les multinationales doivent être directement compensées par une hausse des impôts qui pèsent sur les Français.

Mais encore une fois, la montagne de l'UE a accouché d'une souris ! Si l'intention est louable, les solutions proposées par l'UE à cette évasion fiscale, qu'elle a elle-même engendrée, ne sont pas à la hauteur du problème.

- La proposition de définition d'un établissement permanent numérique est un progrès, en ce qu'il doit permettre d'imposer les revenus de source française, y compris pour les sociétés qui ne sont pas présentes légalement en France mais y prestent leurs services.

- En revanche, la création d'une nouvelle taxe de 3 % sur une partie du chiffre d'affaires des entreprises, qui ne rapporterait un revenu additionnel de 5 milliards d'euros seulement sur l'ensemble des pays de l'Union, est une mesure dérisoire pour la France. Et surtout, il ne fait aucun doute que les États membres de l'UE non coopératifs et non solidaires comme l'Irlande et le Luxembourg vont utiliser leur droit de veto en matière fiscale pour bloquer l'adoption de ces deux mesures.

Le Front National rappelle qu'avec son modèle de patriotisme économique, cette vampirisation financière dans l'UE par l'évasion fiscale des multinationales n'existerait pas en France. Après quinze ans de ce fléau mondialiste contre les finances publiques de la France, il est plus que temps d'agir et de soulager la pression fiscale de nos entreprises et de nos compatriotes, grâce à notre projet alternatif de l'Union des Nations Européennes !